

# Les comptes nationaux en perpétuelle évolution

Depuis les années cinquante, le système des comptes nationaux (CN) est utilisé dans le monde entier. La numérisation et la mondialisation exigent désormais certaines adaptations, même si les notions utilisées jusqu'ici restent applicables.

*Philippe Küttel, Ronald Indergand*

**Abrégé** En politique économique, les comptes nationaux (CN) jouent un rôle clé. Ils fournissent les agrégats nécessaires pour suivre l'évolution économique d'un pays. Le plus connu d'entre eux est le produit intérieur brut (PIB) qui mesure la richesse créée par la production de biens et de services durant une période donnée. Le PIB est une référence importante qui permet, par exemple, de comparer la quote-part de l'État au niveau international. D'autres phénomènes, comme les mutations structurelles et l'inflation, deviennent observables empiriquement. Lors du traitement des données, il faut se souvenir sans cesse des limites des indicateurs mesurés. Ainsi, le PIB ne saurait refléter la prospérité immatérielle. Les origines des CN remontent à la crise économique des années trente, après laquelle les notions et les méthodes de saisie n'ont cessé d'être mises à jour. La mondialisation et la numérisation représentent autant de problèmes à surmonter en raison de leur caractère transnational.

**D**e tout temps, les souverains ont cherché à connaître la richesse de leur nation soit pour montrer leur puissance, soit pour prélever l'impôt. Cependant, les premiers travaux, précurseurs des CN, datent du XVII<sup>e</sup> siècle. Ils sont l'œuvre de William Petty et Gregory King qui ont estimé, en inventant l'arithmétique politique, les revenus du travail et de la propriété en Angleterre. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, François Quesnay développe la notion de circuit économique à partir de la circulation sanguine et démontre l'interdépendance des acteurs économiques.

Ce n'est toutefois que dans les années vingt et trente que les CN « modernes » commencèrent à se développer. Suite à la Grande Dépression, les gouvernements, surtout étasunien et anglais, firent estimer l'évolution passée du revenu national. La planification et l'organisation de l'économie gagnèrent d'importance lors de la Seconde Guerre mondiale. En effet, la production d'armement était devenue prioritaire, ce qui exigeait beau-

coup de données chiffrées. Dans le sillage du keynésianisme naissant, la politique économique garda encore son caractère interventionniste après la guerre. Enfin, le besoin de données augmenta avec l'extension de méthodes empiriques, comme l'économétrie, en sciences économiques.

Dans les années trente et quarante, plusieurs États mirent sur pied des équipes de statisticiens pour évaluer régulièrement le revenu national. Après la guerre, les différentes méthodes furent coordonnées et harmonisées au niveau international. L'économiste britannique Richard Stone a joué à cet égard un rôle crucial. Ses travaux de mise au point des CN modernes furent d'ailleurs couronnés par le prix Nobel. Au niveau international, la comptabilité nationale continue d'être développée par l'ONU, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et Eurostat, l'ancien Office statistique de l'Union européenne.

## Le système suisse est compatible au niveau international

En Suisse, les premières estimations du revenu national parurent également dans les années vingt. Après la Seconde Guerre mondiale, les CN furent développés selon les directives de l'OCDE. Pour permettre une meilleure comparabilité internationale au sein de l'Europe, les CN suisses se fondent depuis 1997 sur le Système européen des comptes (SEC), lequel est à son tour compatible avec le Système de comptabilité nationale de l'ONU.

Depuis la mise au point des CN, ceux-ci font partie des premières sources auxquelles



## La politique économique pratiquée pendant la Grande Dépression se faisait quasiment les yeux bandés.

s'adressent la politique économique et les sciences économiques. Ils mesurent la production macroéconomique et la croissance au moyen du produit intérieur brut (PIB). En plus de cela, ils fournissent toute une série de valeurs macroéconomiques, telles que le revenu disponible, l'épargne, la capacité ou les besoins

de financement, etc. Toutes ces transactions ainsi que les actifs et les passifs sont saisis dans un système de comptes par secteur appelé « séquence de comptes ».

Premier chiffre clé, le PIB reflète en monnaie nationale la valeur ajoutée créée pendant une période déter-

minée. Il quantifie donc la taille ou la force productrice d'une économie. Grâce à une procédure standardisée, les données sont en outre comparables diachroniquement et entre pays, ce qui est fondamental. Une correction des prix effectuée dans les données permet de distinguer les effets de volume (variations réelles) des simples effets de prix.

En tant que mesure de la taille d'une économie, le PIB constitue une référence qui permet par exemple de situer les dettes d'un pays dans un contexte raisonnable. Des indicateurs tels que la quote-part de l'État ou le taux d'endettement peuvent être comparés diachroniquement et entre pays. Sur la base des agrégats des CN, l'on peut formuler des objectifs économiques: allouer par exemple un pourcentage du PIB ou du revenu national brut à l'aide au développement. Enfin, le PIB par habitant permet de calculer la prospérité matérielle moyenne de la population à l'aune des biens et des services produits.

Le calcul du PIB se fonde sur un grand nombre de statistiques de base. Il s'effectue selon les approches de la production, de la dépense et du revenu. *L'approche de la production* détermine la valeur ajoutée créée par le système productif, en retranchant les intrants (soit la valeur des biens et services utilisés lors du processus de production) de la valeur des biens et services produits. Elle montre par exemple combien de valeur ajoutée est créée dans chaque secteur. *L'approche de la*

*dépense* montre comment la valeur ajoutée est utilisée – par exemple pour la consommation ou les investissements – et quelle est l'importance de l'étranger dans les flux de biens (commerce extérieur). Enfin, *l'approche des revenus* s'intéresse à la rémunération des facteurs de production, soit le travail et le capital. Elle renseigne ainsi sur la façon dont est gagné le revenu macroéconomique (à travers le travail ou les capitaux) ou sur l'importance du maillage avec l'étranger en ce qui concerne les flux de revenu.

Concrètement, le PIB résulte d'un jeu d'équilibre complexe destiné à harmoniser les trois approches (production, dépense et revenus). Les chiffres des CN fournissent ainsi un descriptif détaillé de la structure économique, qui permet d'étudier par exemple les déterminants des mutations structurelles, de l'inflation ou de la croissance économique. L'on peut aussi analyser les effets de la politique économique, par exemple les conséquences de toute modification de la politique fiscale sur la consommation ou sur la croissance économique. Enfin, les chiffres des CN permettent une évaluation immédiate et complète de la conjoncture.

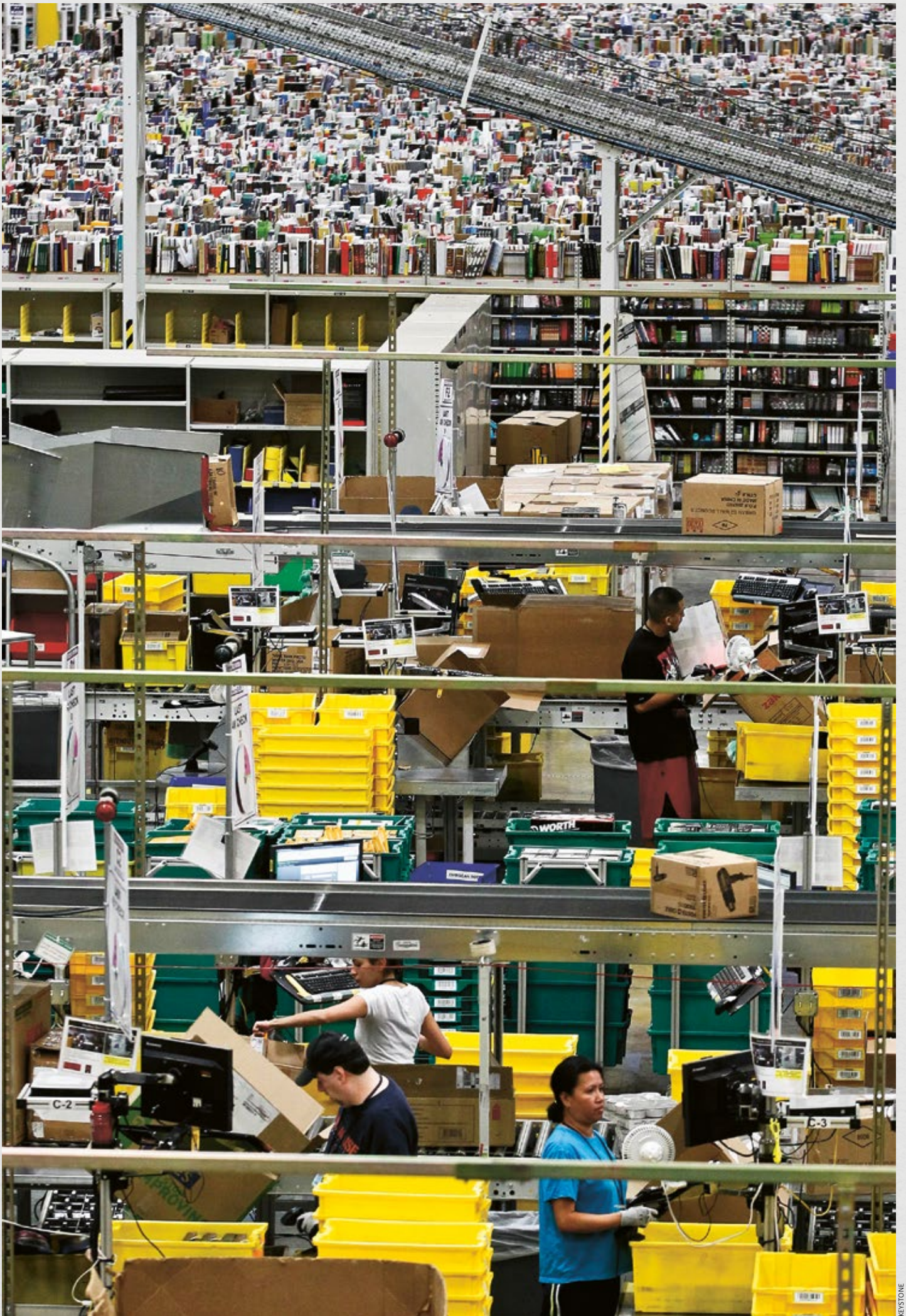
C'est en particulier grâce à cette base que les politiques économique et monétaire ont pu évaluer correctement la situation que la dernière grande crise économique et financière avait engendrée, et réagir ainsi de façon appropriée. Comparée au bouquet de données disponibles actuellement, la politique économique pratiquée dans l'entre-deux-guerres pendant la Grande Dépression se faisait quasiment les yeux bandés. Pour évaluer la situation économique, les gouvernements recouraient alors aux cours des actions ou aux indices de production (lacunaires) de l'industrie<sup>1</sup>.

## Limite des CN

Malgré tous leurs mérites – ou justement à cause d'eux –, il importe de connaître les limites des chiffres fournis. À quelques exceptions près (services gouvernementaux, par exemple), les CN ne relèvent par exemple que les transactions effectuées sur des marchés. Ils ne prennent donc pas en compte la plupart des

<sup>1</sup> Froyen Richard, *Macroeconomics: Theories and Policies*, Londres, 2009.







activités non rémunérées, tel le travail domestique. D'autres aspects économiques ne sont pas chiffrés – ou seulement partiellement. Les CN ne fournissent ainsi pas d'indications sur la répartition individuelle des revenus et de la fortune. Des externalités, telles que les atteintes à l'environnement, sont chiffrées tout au plus indirectement, par exemple si une pollution existante est éliminée par une entreprise. Enfin, le PIB mesure bien la valeur ajoutée générée au cours d'une période donnée, mais il ne dit pas si elle l'a été de façon durable. À titre d'exemple, savoir si un surcroît de croissance provient d'une productivité supérieure ou d'une bulle de crédit ne joue aucun rôle dans le calcul du PIB.

Ces dernières années, le PIB a été de plus en plus critiqué pour son incapacité à mesurer la prospérité générale – autrement dit pour quelque chose à quoi il n'était pas destiné lors de sa conception et qui n'est pas son but ni ne le sera jamais, vu la complexité des calculs. Il est incontestable que des facteurs, comme les droits politiques, la sécurité, la cohésion sociale ou la santé, sont décisifs pour la qualité de vie. Le PIB présente certes de fortes corrélations avec plusieurs d'entre eux, mais à y regarder de près, il ne mesure « que » la prospérité matérielle, définie par la quantité de biens et de services produits. Le PIB reste donc une statistique capitale pour la politique économique, mais il n'est pas la seule.

## La numérisation, un défi

À l'heure actuelle, les premiers défis que doivent affronter les CN sont les bouleversements économiques issus de la mondialisation et de la numérisation. Pour tenir compte le mieux possible de ces changements, l'ONU a par exemple nommé il y a des années – d'entente avec l'OCDE et Eurostat – un groupe d'experts pour étudier la mondialisation et ses effets sur les CN<sup>2</sup>.

Avec la mondialisation, les pratiques commerciales des multinationales se sont complexifiées. Les échanges au sein des groupes ont, en particulier, augmenté; les filiales se facturent par exemple réciproquement les prestations fournies ou transfèrent des actifs

immatériels d'un pays à l'autre. L'activité économique des sociétés étant devenue ainsi plus difficile à déterminer, on doit vérifier des éléments fondamentaux, comme la notion d'unité statistique (entreprise). Il convient, pour ce faire, de développer les échanges internationaux d'informations et de données dans un cadre réglementé.

La numérisation de l'économie ne remet pas foncièrement en cause les notions et les définitions du mesurage de la production et de la valeur ajoutée. Elle affecte toutefois les processus de production et le rôle des acteurs dans ces processus. En outre, elle aggrave quelques problèmes de mesurage déjà existants, comme le relève un document de travail de l'OCDE publié en 2016<sup>3</sup>. Ainsi l'enchevêtrement toujours plus dense des transactions internationales, par exemple en matière de commerce électronique, renforce le caractère informel de certains échanges. La principale gageure de la numérisation consiste en ce qu'elle rend encore plus difficile la saisie correcte de l'évolution des prix. Dans les biens de haute technologie, notamment, il est difficile de distinguer ce qui est variation de qualité et variation de prix.

## Le concept actuel tient toujours

Ce type d'évolution n'est pas nouveau et peut s'intégrer au cadre actuel des CN. Ainsi, plusieurs des services apparemment gratuits peuvent être rémunérés indirectement (p. ex. recettes publicitaires, participation aux bénéfices ou même opérations de marketing en propre) et donc saisis dans les CN. Les exemples courants sont les moteurs de recherche en ligne, les applications gratuites ou les plateformes de partage, comme Uber et Airbnb. Qu'ils soient commercialisés par Internet ou non ne joue qu'un rôle secondaire, du moins en théorie. En outre, la numérisation ou plutôt la « centralisation » du commerce sur Internet peut améliorer la saisie des données.

La participation accrue des ménages au processus de production ne suffit pas non plus à remettre le concept actuel en question. Si l'enregistrement des bagages en ligne remplace celui effectué aux guichets de l'aéroport, il se peut que la masse salariale versée aux employés re-

2 ONU, *The Impact of Globalization on National Accounts*, Genève et New York, 2011.

3 Nadim Ahmad et Paul Schreyer, « Measuring GDP in a digitalised economy », *ECD Statistics Working Papers*, Paris, 2016.



cul et que les excédents d'exploitation augmentent en cas de stagnation du chiffre d'affaires, ce qui ne modifie pas la valeur ajoutée. Si l'enregistrement en ligne fait baisser le prix du vol, le chiffre d'affaires recule, de même que les déflateurs. La valeur ajoutée nominale diminue dans ce cas, mais pas la valeur ajoutée réelle. Si une innovation technologique modifie la qualité de la prestation (moins de files d'attente à l'aéroport, mais peut-être moins de service), c'est là que les CN rencontrent réellement des problèmes.

Les objets qui sortent du marché suscitent également des questions intéressantes. C'est, par exemple, le cas des dictionnaires qui sont délaissés au profit de Wikipédia. La production d'articles pour cette encyclopédie est une activité de loisirs pour les ménages (qui évince d'autres activités récréatives), qui ne change donc rien au PIB. En outre, le pouvoir d'achat du consommateur s'accroît (les dictionnaires sont désormais gratuits), ce qui peut générer d'autres activités sur le marché. L'effet net sur

le PIB n'est pas clair dans ce cas. Par ailleurs, il arrive que des emplois non payants le deviennent, comme lors d'un recours accru aux crèches.

Au bout du compte, les nouvelles questions à résoudre sont aussi diverses que nombreuses<sup>4</sup>. Elles ne le sont, toutefois, pas assez pour bouleverser les CN. C'est la raison pour laquelle les auteurs de l'OCDE concluent que la numérisation croissante ne se traduit guère par une sous-estimation significative du PIB.

4 Ahmad et Schreyer (2016) décrivent les effets de la numérisation sur les CN aux pages 7 à 19 de leur article.



## Ronald Indergand

**Renald Kuster**  
Chef du secteur Conjon-  
ture, Secrétariat d'État à  
l'économie (Seco), Berne

Philippe Küttel

**Philippe Hatzel**  
Chef de la section  
Comptes nationaux, Office  
fédéral de la statistique  
(OFS), Neuchâtel